

Sylvie Goulard, *européenne et républicaine*

Énarque, sortie au Quai d'Orsay, Sylvie Goulard, 43 ans, a eu tout au long de sa carrière administrative, intellectuelle et politique, un fil rouge : l'Allemagne et l'Europe.

Chargée de mission au Centre d'analyse et de prévision allemand, directrice de recherche au Ceri, conseillère de Romano Prodi, auteur de plusieurs ouvrages sur l'Europe qui ont fait date, présidente du Mouvement européen de 2006 à 2010, elle est aujourd'hui députée européenne, membre de la Commission économique et monétaire, et a œuvré à la création d'une supervision financière et communautaire. Rencontre avec une femme hors du commun qui a l'étoffe d'une très grande politique.

Sylvie Goulard. Derrière ce nom et ce prénom si français, se cache une grande Européenne. Germaniste, quadrilingue, énarque atypique – elle a été conseillère de Romano Prodi et a écrit *L'Europe pour les nuls*¹ – Sylvie Goulard a une personnalité détonante, alliant, de façon assez inattendue, puissance intellectuelle, simplicité et chaleur humaine. Et elle ne mâche pas ses mots. En 2004, *Le Grand Turc et la République de Venise*², premier essai à poser le problème de la pertinence de l'adhésion de la Turquie à l'Europe, et qui a déclenché une belle bataille, la propulse sur le devant de la scène. Venue en politique par l'Europe, elle est députée européenne après avoir été présidente du Mouvement européen de 2006 à 2010. Membre de la Commission économique et monétaire du Parlement, elle y est la coordinatrice pour le groupe libéral et démocrate (Aldé) et a œuvré à la création d'une supervision financière communautaire.

L'appartement dans lequel vit Sylvie Goulard avec sa famille est clair, calme, serein, joyeux. En attendant l'arrivée du photographe, elle se maquille tranquillement, et, interrompue seulement par des propos affectueux murmurés à sa dernière fille qui rentre de classe, la conversation commence, sur les chapeaux de roue.

Née à Marseille de grands-parents immigrés italiens, Sylvie Goulard, n'est peut-être pas Européenne par hasard. Ses origines italiennes sont-elles pour quelque chose dans sa foi européenne ? « Sûrement, le parcours familial m'a préservée contre le nationalisme et le souverainisme. Mes grands-parents ont toujours été loyaux et reconnaissants envers la France, tout en gardant un attachement très profond envers leur culture d'origine. Mon grand-

père disait : je suis un Français de plus, pas un Italien de moins. Une jolie formule pour dire que l'on peut combiner plusieurs identités. Ceux qui ont d'autres attaches ont une ouverture, un regard différent sur la France qui est un enrichissement pour celle-ci. Je suis très triste que l'on parle si souvent d'immigration en termes négatifs. Sans être irénique, les brassages sont très féconds pour un pays, quel qu'il soit. » Mais Sylvie Goulard est aussi reconnaissante à la République. « Respecter les immigrés, reconnaître leur apport est nécessaire. Mais il ne faut pas les enfermer dans une communauté pour toujours. La France, et c'est une chance inouïe, m'a permis de regarder au-delà des origines de mes parents, que je ne renie pas, mais que je ne survalorise pas non plus. Ma génération a été très marquée par le traité de l'Élysée de 1963 et le volontarisme extraordinaire qu'ont montré les autorités françaises et allemandes pour qu'un rapprochement franco-allemand ait lieu. C'est ainsi que j'ai appris l'allemand d'office. Cet apprentissage intense et précoce et les échanges que j'ai pu faire avec une famille allemande, puis lors de stages outre-Rhin, m'ont beaucoup marquée. J'ai vu de près les souffrances liées à la division du pays, le poids de l'histoire sur les jeunes générations. J'ai pu aussi apprécier les extraordinaires vertus des Allemands, leur fidélité en amitié, la chaleur de leur accueil, leur goût pour l'effort, leur simplicité. En matière d'intégration européenne, je crois aux stratégies volontaristes des États et au rôle de l'école et des échanges de jeunes. »

Sylvie Goulard croit également à l'utilité des universités de qualité, comme celle d'Aix-en-Provence où elle a fait une licence de droit après son bac. Et Sciences Po,

¹ *First*, 2009

² *Fayard*, 2004

qu'elle intègre en seconde année en 1984. « Il n'est pas évident, avoue-t-elle, d'arriver seule rue Saint-Guillaume. Il y avait à l'époque une grande différence entre ceux qui avaient fait l'AP, des Parisiens en général, et ceux qui arrivaient en seconde année, et restaient entre exilés de province. » Ce qu'elle appréciera à Sciences Po ? « La méthode de travail, l'intensité des cours, la pluridisciplinarité, la richesse de l'offre, si large qu'il était presque frustrant de faire des choix, même si, à l'époque, cette offre était un peu franco-française – je me réjouis que Sciences Po ait évolué de ce côté-là et soit devenu plus international... Je me souviens, comme si c'était hier, du cours si vivant de Jacques-Henri David sur la monnaie, et de la conférence de Jacques Arrighi de Casanova en droit public. » Elle entre dans la foulée à l'ÉNA sans passer par la case prépa... « C'était de la paresse efficace ! J'ai économisé une année grâce à la bonne préparation que représentait déjà le diplôme de Sciences Po. »

En pur produit de la méritocratie républicaine, le jugement de Sylvie Goulard sur l'ÉNA est plus nuancé et positif que celui de la plupart de ses congénères. « Les Français ont tort d'attaquer l'ÉNA comme ils ont tort de la survaloriser. Ni excès d'honneur, ni indignité ! Quand l'ÉNA joue son rôle de formation de hauts fonctionnaires compétents et intègres, avec le principe du concours qui permet à des personnes qui n'ont aucune relation d'obtenir des postes importants – il faut ces trois éléments : compétence, concours, intégrité –, alors l'ÉNA est une des plus belles réussites françaises : elle fabrique une haute fonction publique de grande qualité. La vraie question en revanche est de savoir pourquoi tant d'hommes et de femmes politiques sont passés par l'ÉNA. La classe politique doit impérativement être un miroir de la société française dans sa diversité. »

Un mois après son entrée à l'ÉNA, SG est jetée « dans le grand bain ». On l'envoie, elle, l'Européenne convaincue, en stage à la mairie d'Épinal... auprès de Philippe Séguin ! Ce qui lui permettra, dit-elle sobrement, de tester la solidité de ses convictions et de sa germanophilie. « Phi-



© Cyrille Romulus

« J'ai vécu une expérience inespérée et palpitante dans une période très spéciale des relations internationales, dont l'élan a un peu disparu aujourd'hui. Participer à l'unification allemande, c'était réaliser un rêve. »

lippe Séguin était un homme de valeur, pour qui j'avais du respect, sans partager ses analyses. Se retrouver auprès d'un chef de stage d'une telle envergure, ministre des Affaires sociales et dans le même temps maire d'une petite ville, a été passionnant. J'aime l'international, mais c'est localement qu'on apprend le mieux à com-

prendre la société française. »

En 1989, SG sort de l'ÉNA au Quai d'Orsay, et chance inouïe pour une germaniste, elle est immédiatement embarquée, « grâce à Bertrand Dufourcq, directeur politique du Quai, qui avait besoin d'une petite main juridique », dans les négociations d'unification de l'Allemagne. « J'ai vécu une expérience inespérée et palpitante dans une période très spéciale des relations internationales, dont l'élan a un peu disparu aujourd'hui. Participer à l'unification allemande, c'était réaliser un rêve. »

SG aime, dit-elle, le travail de fond. Elle cherche une « mobilité » qui ait du sens. Elle la fera au Conseil d'État. « J'ai travaillé dur, avec des gens exceptionnels. » Elle garde notamment un souvenir ému de son président de section sociale, Alain Bacquet, un très grand juriste.

En 1996, retour au Quai d'Orsay, où elle intègre le Centre d'analyse et de prévision (CAP), avec toujours le même fil rouge : l'Allemagne et l'Europe, dans une phase assez intense – « on préparait l'élargissement de l'Union européenne ». « Pour rapprocher les politiques étrangères des deux pays, Gilles Andréani, le directeur du CAP, avait proposé, de manière très innovante, que la prospective soit élaborée en commun entre la France et l'Allemagne. Nous avons rédigé avec le CAP allemand une série de papiers communs pour les deux ministres français et allemand, non seulement sur la relation franco-allemande, mais aussi sur les États-Unis, la mondialisation, l'Europe, etc. »

En 1999, Jean François Bayart, directeur du Centre d'études des relations internationales de Sciences Po (Ceri), qui, précise-t-elle, comprend de très grands chercheurs, lui propose de le rejoindre. Ayant toujours été partagée entre un grand intérêt pour l'action et le goût pour la réflexion, elle accepte la proposition. C'est au Ceri qu'elle apprend – par des Alle- ● ● ●

• • • mands – que Romano Prodi, alors président de la Commission européenne, cherche « un Français, pas forcément télé-guidé par les autorités françaises », pour travailler au sein de la cellule de prospective de la Commission, appelée à devenir « le groupe des conseillers politiques » du Président. « J'y ai, entre autres, suivi la Convention européenne composée de parlementaires, et notamment de parlementaires nationaux, issus de 28 pays différents, présidée par Valéry Giscard d'Estaing. Une expérience vraiment novatrice, vivante, même si le traité constitutionnel n'a pas été adopté tel quel. Un grand regret, même s'il faut toujours rappeler que ce texte n'avait pas été conçu comme devant être soumis à un référendum. »

En 2004, on propose à Sylvie Goulard de rester à Bruxelles. Pour des raisons familiales, elle rentre à Paris. « J'avais toujours eu envie d'écrire. Le sujet de l'intégration de la Turquie montait en puissance, sans que personne ne l'aborde vraiment. C'était l'occasion de lancer un débat sur la nature de l'UE et les frontières de l'Europe. *Le Grand Turc et la République de Venise* pointe, pour la première fois, sans conces-

sions, toutes les ambiguïtés de la politique devant mener à l'entrée de la Turquie dans l'UE. Le livre, accompagné d'un avant-propos engagé de Robert Badinter, contribue au débat très virulent qui, à l'automne 2004, enflammera le pays. Ce sera une belle bataille qui verra s'affronter des par-

L'impact qu'aura *Le Grand Turc et la République de Venise* a dépassé les espérances de l'auteur. Il sera traduit en allemand, en grec... SG donnera des conférences sur l'élargissement dans toute l'Europe, aux États-Unis, au Japon... « Cet impact m'a convaincue qu'il est important de défendre

« J'ai parlé d'Europe devant des jeunes, dans les ZEP et en prison, parce que l'Europe appartient à tout le monde. Et ils posent de meilleures questions que certains étudiants parce qu'ils ne répètent pas des formules toutes faites et ont des expériences plus dures de la vie. Que signifie la liberté de circuler quand on est derrière les barreaux ? Que signifie la paix quand on a l'impression de vivre la guerre dans les banlieues ? »

tisans de l'adhésion – de gauche, comme Michel Rocard, mais aussi de droite, et des opposants, également de droite comme de gauche, tel Robert Badinter, socialiste, qui ne se situait pas seulement sur le terrain de l'« Europe chrétienne ». Dans le camp des adeptes de l'adhésion, Dany Cohn Bendit fait partie des gens que je respecte car il a posé le débat au bon niveau et dans toute sa complexité. »

ses idées par écrit et qu'un travail sérieux, publié au bon moment, permet d'être écouté. » Et elle acceptera d'en payer le prix : « J'étais soumise au devoir de réserve, j'avais critiqué le président de la République de l'époque, je me suis donc mise en disponibilité, ce que je trouve d'ailleurs parfaitement normal. » Écrire et débattre va donc devenir pour SG un métier à temps plein. Une liberté qu'elle est contente d'avoir prise même si elle y a laissé des plumes sur le plan de sa carrière et de ses revenus. Elle ira notamment parler d'Europe devant des jeunes, dans les ZEP et en prison, « parce que l'Europe appartient à tout le monde. Et ils posent de meilleures questions que certains étudiants parce qu'ils ne répètent pas des formules toutes faites et ont des expériences plus dures de la vie. Que signifie la liberté de circuler quand on est derrière les barreaux ? Que signifie la paix quand on a l'impression de vivre la guerre dans les banlieues ? »

Dans la foulée du débat sur la Turquie, SG prendra part au débat sur le traité constitutionnel. « J'ai pris position pour le oui. Je ne le regrette pas. Mais le camp du non, à défaut d'avoir les réponses, posait plusieurs bonnes questions. »

À la suite du référendum, Sylvie Goulard décide de relire les pères fondateurs de



© Cyrille Romulus

l'Europe, et écrit *Le Coq et la Perle*³, qui traite, sans concessions, du positionnement de la France en Europe. « C'est alors, explique-t-elle, que j'ai eu cette drôle de proposition : écrire L'Europe pour les nuls. Tout le monde m'a dit que c'était une folie, une sorte de dégradation. À ce moment là, la collection était beaucoup moins connue. En fait, écrire ce livre m'a beaucoup instruite et amusée. Cette collection est vendue en supermarché, c'est ce qui m'a plu : c'est formidable d'arriver à capter l'attention de gens qui ne vont pas dans les librairies et de relever le défi de parler d'Europe avec humour. » En 2009, L'Europe pour les nuls a obtenu le prix européen du livre, créé par Jacques Delors, décerné par un jury international de journalistes. Sur le site de *The Economist*, le journaliste en charge de la fameuse page Charlemagne a jugé le livre « very French, but a good book ». Entre-temps, en 2006, SG s'est lancée dans une autre forme d'engagement. Elle s'est présentée à la présidence du Mouvement européen France, « la plus vieille association de militantisme européen, qui a contribué, dit-elle, à faire de l'Europe ce qu'elle est ». « Ce Mouvement, qui rassemble des pro-européens de toutes tendances, et est implanté dans toute la France, n'avait pas été assez présent dans le débat sur le référendum de 2005. « Ma candidature contre Pierre Moscovici, le président sortant – un ancien ministre – visait à permettre un débat de fond ; la bataille a été vive, elle a débouché sur mon élection. »

« C'est pour l'Europe que j'ai fini par m'engager politiquement. En 2009, François Bayrou m'a proposé de franchir une étape supplémentaire, en me présentant comme tête de liste Modem aux élections européennes, dans l'Ouest. J'ai adoré faire campagne sur le terrain, dans cette région immense et magnifique qui englobe Poitou-Charentes, Pays de la Loire et Bretagne. Je me sens très à l'aise dans cette famille politique, qui a toujours porté le projet européen, de Robert Schuman à

L'Europe, un vecteur d'intégration

« Il existe trop peu de responsables issus de l'immigration dans les instances européennes. Nous avons besoin de créer des passerelles entre les "quartiers" et "Bruxelles", c'est une question de représentativité et de justice. Aucune société ne tient sans justice. Et un ensemble humain qui gâche une partie de ses talents est amené à décliner. En outre, l'intégration des immigrés serait facilitée par un discours européen plus allant. On ne peut pas faire rentrer des personnes immigrées dans un moule unique. En revanche, si on dit à des personnes d'origine étrangère ou à leurs enfants, Français déjà mais un peu perdus, que la France elle-même doit s'intégrer dans une instance plus vaste, on leur adresse un autre message. Au lieu de leur dire : changez pour nous ressembler, on leur dit : tout le monde a un effort à faire, dans un monde mouvant. L'Europe pourrait être un vecteur d'intégration dans nos sociétés. L'important est de réussir à recréer le lien entre l'Europe, le national, le local. La question de l'intégration des étrangers se pose partout en Europe, mais elle n'est pas assez débattue sur le plan européen. La bataille des valeurs européennes, notamment de l'égalité hommes/femmes dans un siècle d'intégrisme, mérite d'être menée plus activement. Je suis persuadée que l'on peut faire évoluer les Églises. Il faut se rappeler d'où vient le catholicisme, quels étaient ses archaïsmes et quelles cruautés ont été perpétrées en son nom ! »

Valéry Giscard d'Estaing... et qui, ancrée au centre, coopère avec les pro-européens de tous bords. Au Parlement, je travaille aussi bien avec des Verts, des chrétiens démocrates, des socialistes. Ce qui nous unit, c'est notre volonté de faire progresser la construction européenne. Comme a dit un ancien député européen socialiste : quand vous voulez mettre une double coque dans un bateau pour éviter les

« Je suis très triste que l'on parle si souvent d'immigration en termes négatifs. Sans être irénique, les brassages sont très féconds pour un pays, quel qu'il soit. »

marées noires, ce n'est pas une idée de gauche ou de droite. »

Élue députée européenne, SG, membre de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (Adle), siège aujourd'hui comme membre titulaire à la commission des affaires économiques et monétaires – dont elle est la coordinatrice pour son groupe –, et à la Commission spéciale sur la crise financière, économique et sociale (Cris). Elle est également membre sup-

pléant à la Commission en charge de l'agriculture et du développement rural. Elle a contribué à l'adoption d'un ensemble de textes renforçant la supervision financière en Europe. Si le Parlement européen a certains défauts de jeunesse, il est surtout mal connu ; les citoyens ignorent à quel point il est démocratique et marqué par la diversité des cultures. Sur le sujet, elle est intarissable :

■ La démocratie pratiquée au Parlement européen n'enferme pas, comme celle des États, les députés dans un jeu de rôle.

« Au soir des élections, tient-elle à expliquer, il n'y a pas au Parlement européen une majorité et une opposition figées. Les décisions se prennent par un jeu de coalitions qui se constituent en permanence sur des sujets de fond. Les sensibilités politiques se combinent avec les sensibilités nationales et les différents parcours des députés. Sur chaque dossier nous construisons notre majorité, mais aussi notre crédibilité. Ce type de démocratie m'intéresse car il ne nous enferme pas dans un jeu de rôle. Les étiquettes s'effacent. Nous ne faisons pas de la politique de manière monolithique, comme dans les États membres. Malheureusement, l'absence d'affrontement requiert une analyse des médias tout en finesse, ce qui n'est pas toujours ● ● ●

¹ *Seuil*, 2007

● ● ● du goût des rédactions, à la recherche de sensationnel. Le sens du compromis est précieux, il est rarement sexy. »

■ Les victoires à Strasbourg sont collectives et pluriculturelles. Ce facteur aussi contribue à faire du Parlement une énigme.

Ainsi, Sylvie Goulard s'est beaucoup battue pour la création d'un Conseil européen du risque systémique, c'est-à-dire « pour la mise en place d'une vigie capable de repérer les dysfonctionnements des marchés et du secteur qui pourraient réengendrer une crise grave. Il existera donc désormais en Europe un organe communautaire chargé de surveiller le fonctionnement du système financier. Présidé par le président de la Banque centrale, celui-ci sera indépendant des jeux de pouvoir entre les différents États. Mais, dit-elle, « l'équipe des rapporteurs est parvenue à obtenir ce résultat parce que nous avons scellé une relation de confiance, patiemment. Sur mon texte, il a fallu concilier les vues de ma collègue du PPE – une luxembourgeoise conservatrice –, d'un collègue allemand socialiste, d'un Vert, etc. Les victoires à Strasbourg sont collectives. C'est pourquoi il faut aussi comprendre comment pensent les autres. Lire la presse des autres pays, repérer ce qui les préoccupe à un moment donné est capital. Nous travaillons tous en anglais, un anglais plus ou moins bon. On peut le regretter mais c'est irréversible, je crains.

Bibliographie

- *Le Grand Turc et la République de Venise*, Fayard, 2004. Prix du livre pour l'Europe 2005.
- *L'Europe pour les nuls*, First, 2007. Prix du Livre européen de l'essai 2009.
- *Le Coq et la Perle*, Seuil, 2007.
- *Il faut cultiver notre jardin européen*, Seuil, 2008.

Toutefois, en parlant allemand et italien, en comprenant un peu l'espagnol, j'ai au moins dans la tête une « sonnette d'alarme » sur les dangers de la monoculture. L'essentiel, c'est d'avoir suffisamment de clés pour savoir que dans une discussion pluriculturelle, les autres ne vont pas

« Quand l'ÉNA joue son rôle de formation de hauts fonctionnaires compétents et intègres, avec le principe du concours qui permet à des personnes qui n'ont aucune relation d'obtenir des postes importants, alors l'ÉNA est une des plus belles réussites françaises. »

réagir de la même manière. Les habitudes ont aussi leur importance : il est par exemple très difficile de trouver un horaire qui convienne aussi bien à des Espagnols, qui iront déjeuner vers 14 h ou 15 h, qu'à des Allemands qui font leurs réunions de groupe à 7 h du matin. Le taux d'hypoglycémie n'est pas le même pour tout le monde à la même heure » !

■ Tous les débats sont publics.

Pour la première fois, grâce au traité de Lisbonne, des réformes importantes, celle du pacte de stabilité et de croissance (dont SG est l'un des rapporteurs), ou encore celle de la PAC, se feront en codécision, le Parlement étant sur un pied d'égalité avec le conseil. « La différence est grande entre des décisions opaques prises la nuit en catimini, au conseil, et un débat entièrement public, puisqu'au Parlement européen, vous pouvez suivre les débats en Commission sur place, ou sur internet. On est loin de la « maison sans fenêtre » de

certains Parlements nationaux, dont le nôtre, où seules les plénières sont ouvertes au public. Au PE, les professionnels, les journalistes, les ONG nous côtoient en permanence, entrent dans les salles de Commission. Les députés sont accessibles. Qui le sait ? »

■ Avant sa prise de fonction, chaque commissaire est auditionné sur l'existence d'éventuels conflits d'intérêt et sa compétence par rapport aux dossiers qu'on entend lui confier.

« À l'aide d'un questionnaire très précis, nous avons vérifié, pour chaque commissaire, ses liens avec l'industrie, les relations de sa femme, son travail antérieur, etc. La première candidate présentée par la Bulgarie en 2009 n'a finalement pas été retenue, à cause de sa situation personnelle. En 2004, un commissaire italien désigné pour être en charge des libertés publiques avait fait des déclarations sur les homosexuels et sur les femmes, qui sont apparues incompatibles avec la fonction. S'agissant de leurs compétences, nous testons leur connaissance des dossiers et aussi leur sincérité, leur sens politique. Monsieur Barnier, qui s'en est très bien tiré, a eu le courage de répondre sur deux ou trois points : "Je n'ai pas réponse à tout à ce stade ; nous y travaillerons ensemble." Le système reste perfectible mais il permet une transparence accrue. Un ministre du Budget, trésorier du parti au pouvoir comme Éric Woerth, voilà qui serait inenvisageable après une audition du type de celles qui ont lieu au Parlement européen. Il ne serait pas compliqué que la France se hisse à ce niveau de démocratie. Comme présidente du MEF, j'ai même écrit en ce sens au comité Balladur qui préparait une réforme de la Constitution nationale, sans succès hélas. »

« L'Union européenne présente encore beaucoup de défauts. Mais il s'agit d'une

création révolutionnaire, relativement récente, très vulnérable. Elle nous a été extrêmement profitable : les soixante dernières années sont les seules années de paix ininterrompue qu'aient connues ce continent après des siècles d'horreurs. Rien qu'à ce titre, elle mérite le respect. Et nous en avons encore plus besoin pour l'avenir, face aux puissances émergentes. Il faut sortir du jeu de massacre auquel se livrent certains eurosceptiques. J'aimerais que ceux qui racontent en général des balivernes sur l'Europe retroussent leurs manches. C'est si facile, de loin, de critiquer l'Europe, de la caricaturer ! Si compliqué, sur place, de convaincre et d'avancer !

« L'Europe est une création en marche. On ne pourra pas faire l'Europe "à la française", "à l'allemande" ou "à la polonaise". Elle devra emprunter aux uns et aux autres, donc elle déroutera et les uns et les autres. Certains de nos compatriotes ont vraiment joué un rôle en Europe, Pascal Lamy, ou Valéry Giscard d'Estaing par

exemple ; ce sont des produits du système français dans ce qu'il a de meilleur et ils ont beaucoup apporté à l'UE. Mais un peu de lucidité ne nuit point : notre pays a été un formidable moteur de l'Europe mais aussi, à certains égards, un terrible frein. Notre désinvolture face aux règles, quand ce n'est pas de l'arrogance envers la Commission ou les "petits pays", sont inadmissibles et nous nuisent. La crédibilité se conquiert par le respect des engagements et de la parole donnée. Quand des Français comme Jean-Claude Trichet travaillent de manière remarquable à faire vivre la Banque centrale, nous apportons notre pierre à l'édifice européen. Mais quand nous demandons un gouvernement économique sans respecter les règles en vigueur, quand nous violons à répétition les règles environnementales sur l'eau par exemple, quand nous profitons de la PAC sans en être reconnaissants aux partenaires qui ont financé l'UE, alors nous ne sommes pas crédibles. La France devrait faire son

examen de conscience européen. Et travailler dur pour restaurer une crédibilité très amoindrie par ses mauvais résultats économiques et ses récentes attaques contre Mme Reding et le Parlement (que par ailleurs, elle entend garder à Strasbourg...).

« L'Europe est une créature originale. Elle est un peu comme nos enfants : on se retrouve en eux, on voudrait le meilleur pour eux, mais ce sont eux qui, en définitive, bâtissent leur vie, bien ou mal. Nous pouvons contribuer à ce que l'Europe aille dans telle ou telle direction, mais elle reste un organisme vivant. Elle nous surprend. Et c'est bien ainsi. » ♦

Florence Maignan (PES 81)



Sylvie Goulard et Florence Maignan

L'évolution de Sciences Po

« J'apprécie le programme ZEP et l'ouverture internationale de Sciences Po. Avec la multiplication des campus, il faut néanmoins veiller à garder ce qui faisait la marque "Sciences Po". Il existe une méthode de pensée à la française, une manière de structurer la réflexion qui sont précieuses : la technique des exposés, par exemple, même si on taquine les anciens Sciences-Po là-dessus. Avec la mondialisation de l'offre universitaire, il faut s'ouvrir, attirer des étudiants du vaste monde, mais tout en tenant bon sur la singularité de sa culture. Je voudrais aussi insister sur la culture générale, les valeurs universelles de la française. Ce sont des trésors ! J'ai une amie allemande d'origine turque qui se bat contre l'islamisme. Par elle-même, elle a découvert et lu Voltaire comme plus personne ne le lit en France. Cela m'a fait réfléchir. L'ouverture internationale oui, mais sans oublier les grands auteurs français et un souci de la forme qui en était la marque. »